

Politiques de l'interstice

De la friche au « jardin de projets partagés »

Entretien avec l'Atelier d'Architecture Autogérée

« Plate-forme collective de recherche et d'action autour des mutations urbaines et des pratiques culturelles, sociales et politiques émergentes de la ville contemporaine », l'Atelier d'Architecture Autogérée (aaa), coordonné par Doina Petrescu et Constantin Petcou, s'est donné pour objectif l'investissement, par les habitants eux-mêmes, d'espaces urbains interstitiels – friches ou zones laissées à l'abandon.

Ancrés dans un agir concret à petite échelle, « activisme d'intensité quotidienne », plusieurs projets féconds ont vu le jour, notamment autour de la Halle Pajol à La Chapelle, dans le XVIII^e arrondissement parisien, et dans le quartier Saint-Blaise (XX^e arrondissement). Avec chaque fois comme point de départ le jardinage, prétexte à la mise en commun de pratiques et de savoir-faire plus larges et variés, mais aussi métaphore du soin apporté collectivement à un espace. Nécessité du temps long, accueil de l'imprévu, inventivité dans le rapport à la loi, création de jurisprudences : le collectif dessine les contours d'une autre architecture, à la fois politique et poétique, appréhendée comme « mise en relation entre des mondes ».

L'Atelier d'Architecture Autogérée est né en 2001. Comment la décision de le créer a-t-elle été prise ? Pourquoi en avez-vous ressenti le besoin ?

Constantin Petcou : Quand nous sommes arrivés en France, Doina et moi, nous avons été assez étonnés – et déçus – de la manière dont l'architecture est pratiquée ici, qu'on imaginait beaucoup plus libre et interrogative. On a constaté qu'elle était très liée au marché, aux commandes, au pouvoir, bref à l'argent. Malgré des projets très variés d'un point de vue stylistique, les architectes en France ont des pratiques assez stéréotypées qui sont trop rarement critiquées. Par ailleurs, nous avons eu la chance de rencontrer, au début de notre pratique, des professionnels, venus souvent du monde anglo-saxon, qui par leur démarches atypiques, nous ont montré qu'on pouvait envisager d'autres types de pratiques et de structures. À partir de 1996, on a fait plusieurs tentatives, puis aaa est apparu en 2001, et c'est là que tout a commencé.

Vous êtes tous les deux architectes de formation ?

Doina Petrescu : Oui, mais c'est aussi en tant qu'habitants du quartier La Chapelle qu'on a créé aaa, autour d'un projet lié à un quartier qu'on connaissait bien et qu'on avait choisi comme sujet d'études avec un groupe d'étudiants. On développait chacun un module pédagogique lié ce quartier : petit à

petit le contact s'est fait avec les associations locales. On avait le désir de faire de l'architecture différemment, en intégrant les usagers, en revendiquant dès le début une stratégie d'éco-urbanité. Le premier projet a été de s'approprier un réseau d'espaces délaissés, ou mal urbanisés, comme il en existe beaucoup dans le quartier, peut être plus qu'ailleurs dans Paris. Et d'emblée la démarche a présenté ces différentes dimensions : pédagogique, citoyenne et professionnelle. Notre projet se nourrissait de notre expérience d'architectes, mais aussi de nos études en sémiotique, en philosophie...

Vous disiez qu'il y avait, dans ce quartier peut-être plus qu'ailleurs, des espaces délaissés. Pourriez-vous rappeler la situation spécifique de La Chapelle ?

D. P. : Le quartier de La Chapelle est une espèce d'île enserrée par les voies ferrées de la Gare de l'Est et de la Gare du Nord ; il y a un effet d'isolement topologique, auquel s'ajoute le type de





Le projet Ecobox

populations qui habitent ici : de nombreux étrangers ou d'habitants d'origine étrangère de cultures très diverses, et souvent en grande difficulté sociale. C'est aussi un quartier en transformation, où de nombreux terrains sont en friche, des immeubles murés ou en cours de destruction... Il y avait une sorte d'opportunité spatiale qui nous a semblé intéressante dans le cadre d'une stratégie d'usage temporaire. On a cartographié les espaces et commencé à imaginer une manière de les utiliser, en fonction de leur disponibilité et des acteurs potentiels, c'est-à-dire des gens qui habitaient autour, parfois organisés en association, parfois non. La plupart n'avait jamais exprimé le désir d'utiliser ces espaces, mais c'était précisément ce qui nous intéressait : déclencher ce désir.

Comment sont-ils venus, ces gens ? Qu'est-ce qui a réussi à déclencher leur désir ?

C. P. : Ouvrir un espace intriguait les gens. Le premier terrain investi était une grande friche

industrielle, comme il y en a beaucoup dans le quartier, mais c'était la plus visible. Et d'un coup, elle s'est vue investie par des gens du quartier, autour d'activités simples auxquelles tout le monde pouvait participer. Au début, nous-mêmes ne savions pas vraiment jusqu'où cela irait, quelle ampleur cela prendrait, à quels endroits on rencontrerait des blocages. Pour convaincre d'autres habitants, associations, acteurs locaux, politiques, partenaires financiers possibles, il faut d'abord être soi-même convaincu que c'est possible, surtout quand la démarche est inhabituelle. Le projet était d'emblée atypique : il touchait à la fois à l'aménagement de l'espace et à la création d'un lieu de rencontre pour des cultures qui ne se croisent pas dans le quartier, ne se montrent même pas toujours, restent isolées. Les références, à l'époque, c'étaient les squats et les jardins ouvriers. Les *jardins partagés* aménagés avec l'aide de la Mairie de Paris n'existaient pas encore. On a dû s'attribuer une étiquette provisoire de « jardin communautaire partagé » pour rendre le projet lisible et pouvoir ensuite y ajouter d'autres couches d'activités, en fonction des dynamiques réelles qui apparaissaient et des nouvelles personnes qui rejoignaient le projet.

Nolwenn Marchand : On ne démarche pas les gens pour les faire venir. À Saint Blaise, qui a été la réouverture d'une friche inutilisée depuis 15 ans, c'est le fait d'ouvrir les portes et d'être là qui a attiré l'attention. Ensuite la curiosité des gens fait le reste. On n'a pas fait de publicité ou de communication.

D. P. : Les gens viennent par curiosité, et souvent cela s'arrête à ça, à cause de leur emploi du temps, à cause aussi du manque de références, car il y a peu d'espaces de ce type. La difficulté c'est de tenir dans le temps, de les faire revenir. Un des éléments de réponse c'est de pouvoir intriguer les gens suffisamment pour qu'ils commencent à se questionner : « est-ce que je pourrais faire quelque chose, moi aussi ? » Évidemment, nous aussi initiations des usages, qui peuvent être au départ des petits aménagements, plus ou moins importants. Tu peux commencer à bricoler et d'autres viennent aussi bricoler. Cela produit un effet boule-de-neige ; l'effet peut s'amplifier jusqu'à échapper au contrôle. Mais il faut du temps. Il faut un espace disponible potentiel, ouvert.

C.P. : Pour nous aussi, c'était quelque chose de nouveau : on était par exemple contraints d'agir dans le cadre de situations temporaires, ce qui n'est pas du tout habituel dans la pratique classique de l'architecture ou de l'urbanisme, même si depuis quelques années ces questions commencent à être débattues en Hollande, en Allemagne et au Japon, dans des contextes où les espaces et les populations changent rapidement.

Les gens venaient et restaient ? Le problème n'était-il pas d'inscrire tout cela dans la durée ? Et pourquoi avoir choisi de partir de jardins ?

C. P. : Le but était de s'adresser à tous, de faire venir et se croiser le plus de monde possible. Si on avait commencé avec des projections de films, par exemple, on aurait d'emblée exclu beaucoup de gens.

D. P. : Le jardinage nous plaisait également comme métaphore du projet : le jardinage appréhendé non pas seulement comme une activité, mais aussi comme une manière de se positionner dans l'espace, dans la ville, de reconsidérer son rapport aux autres. Une chercheuse viennoise a fait remarquer l'autre jour combien l'attitude du jardinier, qui regarde les choses d'en bas, diffère de celle de l'architecte, qui les observe souvent d'en haut, d'un œil qui surplombe, planifie. Le jardinier est aussi quelqu'un qui doit s'adapter aux cycles naturels, et introduire ce rapport au temps s'est avéré être une dimension fondamentale : le projet fonctionnait différemment selon les saisons.

C. P. : Ce sont des aspects que nous n'avions au départ pas forcément mesurés : il y a toute une temporalité spécifique du jardin : les gens doivent revenir souvent - rien que pour arroser, s'il ne pleut pas. Cela déplace les différentes temporalités qui régissent la vie quotidienne, et en même temps ce sont des changements très doux, qui peuvent s'intégrer dans le quotidien de monsieur tout le monde. Toutes ces dimensions, nous en avons pris conscience au fur et à mesure que le projet se développait, se pratiquait.

D. P. : On ne voulait pas d'une démarche de jardin ouvrier où chacun aurait eu sa parcelle, et les gens seraient venus jardiner séparément, chacun dans son coin. On désirait que le jardinage devienne une activité collective. On a en conséquence proposé un dispositif spatial bien précis : une plateforme en palettes, qui se construisait peu à peu. Chaque personne qui voulait avoir un lopin devait aussi construire avec d'autres palettes le bord de sa parcelle, c'est-à-dire construire une portion du cheminement collectif. Quand on a calculé la différence entre la surface plantée et la surface de cheminement collectif, on s'est aperçu qu'elles étaient plus ou moins égales. Ces intervalles ont eu un rôle décisif dans le succès du projet : les gens venaient s'y asseoir, y faisaient des pique-niques. Ils sont devenus des lieux de vie, de vrais espaces de rencontre.

La deuxième astuce a consisté à n'occuper que la moitié du terrain. L'autre est restée disponible pour d'autres activités qui ont commencé à se développer parallèlement au jardinage, consacrées aux loisirs, mais aussi



et surtout orientées vers une politique de la vie quotidienne, des débats, des échanges de savoirs. Pour cela on s'est mis à construire des modules mobiles qui offraient de nouvelles fonctions, par exemple une cuisine mobile.

Qui décidait de ces activités ? Ce sont les habitants qui les proposaient ?

D. P. : Les choses s'articulent de manière plus complexe, car des personnes qui n'ont jamais eu l'expérience d'un tel espace ne savent pas toujours d'emblée ce dont ils ont envie. Et nous-mêmes ne pouvions pas totalement prévoir comment l'espace allait être utilisé. Nous avons des hypothèses, nous avons imaginé une douzaine de types d'activités possibles, et c'est en fonction des gens qui venaient qu'on en a développé certaines. La première a été la mise en place d'un module établi outils/bricolage, qui à son tour devait permettre la construction d'autres modules, toujours dans l'optique d'un espace en continuelle construction. Plusieurs modules ont ainsi été fabriqués. Le dernier a été une bibliothèque mobile dont les livres étaient choisis selon un principe très précis : les personnes qui les donnaient devaient y tenir vraiment, et raconter une histoire qui expliquait la raison de leur choix, ainsi que la relation qu'ils avaient avec ce livre. Et effectivement, la plupart du temps, les gens déposaient leurs livres de chevet, des livres qui leur étaient chers. Une sorte de bibliothèque des bibliothèques... L'idée était issue d'un projet artistique mené par le groupe



Le projet Ecobox à La Chapelle

Name Diffusion, mais elle s'est intégrée au sein d'Ecobox ; elle a provoqué des discussions sur les usages qu'on pouvait faire de cette bibliothèque, généré des aménagements qui n'étaient pas prévus. Par exemple, une personne d'origine sénégalaise a proposé qu'à la place d'étagères en dur on monte des étagères en textile ; les tissus ont été collectés dans le quartier, certains offerts par des femmes africaines, d'autres fabriqués par des groupes d'habitantes et d'étudiants qui se sont portés volontaires pour coudre. Ce choix a permis que des femmes s'investissent dans le projet ; sinon ce sont uniquement des hommes qui auraient bricolé le module.

Avec autant de personnes différentes autour d'un projet, est-ce qu'il n'y a pas inévitablement des conflits, des rapports de force qui finissent par se recréer ? Comment faisiez-vous pour y échapper ?

D. P. : Il y a bien sûr eu beaucoup de conflits, qui venaient souvent de ce manque de références liées à la pratique d'un tel type original d'espace. Si certains prenaient conscience qu'il s'agissait d'un espace un peu différent, fondé sur une gestion collective, où les décisions doivent être prises collectivement, d'autres essayaient de s'approprier individuellement l'espace, aux dépens des autres. Il y avait beaucoup d'espace à la halle Pajol, et certaines personnes ne comprenaient pas pourquoi on ne se partageait pas l'espace entre nous : dans un quartier où tout le monde a besoin d'espace, où les gens vivent dans des appartements très petits, résister à cette tentative de privatiser l'espace n'avait rien d'évident. On a dû continuellement négocier, expliquer, débattre.

Une autre question à laquelle nous avons dû faire face, c'était celle des enfants, qui étaient des usagers très importants. La première fois qu'on a ouvert la porte, il y a une vingtaine d'enfants qui sont rentrés, de familles africaines, qui avaient l'habitude de jouer dans la rue. On s'est retrouvé avec vingt enfants sur les bras, sans y être préparés : nous n'avons pas de formation d'éducateurs ! On a alors travaillé pour que toutes les personnes qui venaient au jardin prennent en charge ce groupe d'enfants. Au départ, on avait mis en place une règle disant que les enfants devaient venir accompagnés par leurs parents, mais on s'est rapidement aperçu que cela ne fonctionnait pas, pour de nombreuses raisons.

C. P. : Notamment parce que leurs parents étaient plus occupés que ceux des autres. Appliquer cette règle revenait à les exclure, et il fallait trouver une règle plus flexible, pour pouvoir les accueillir tout en les incitant à se prendre en charge eux-mêmes, par le biais des grands frères et des grandes sœurs.

D. P. : Petit à petit les mères ont commencé à venir. C'était une question de confiance, car souvent elles ne parlaient pas français et ne se sentaient donc pas très à l'aise. Elles ont finalement trouvé leur place, mais on n'a jamais réussi à les faire jardiner.

C. P. : On a eu quand même quelques familles africaines qui se sont mises à jardiner, notamment des Maghrébins. De même, on a eu très peu de personnes d'origine asiatique, parce qu'ils ont d'autres types de pratiques collectives.

Réfléchir sur l'articulation entre espace privé et espace public est un autre objectif d'Ecobox. Pouvez-vous revenir sur les raisons pour lesquelles vous avez opté pour un espace ouvert aux usages privés et renoncé à l'idée d'un jardin totalement collectif où personne n'aurait eu sa parcelle attirée ?

C. P. : L'usage entièrement collectif de l'espace était ce que nous avions au départ envisagé, pour des raisons politiques et sociales, et les premières parcelles étaient initialement conçues pour servir à un usage strictement collectif. Mais nous nous sommes progressivement rendu compte qu'en pratique, une telle configuration limitait beaucoup l'investissement, l'autonomie des uns et des autres. À l'époque, les gens venaient le samedi, ils arrivaient et ils demandaient : « Qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ? » Cela nous a beaucoup questionnés, il n'était pas évident de donner les clefs d'un espace aussi vaste, où se posaient des problèmes de sécurité – notamment un préau dont le toit risquait de s'effondrer partiellement. On a trouvé une parade : on a monté une association, et en devenant membre ouvrait l'accès à l'espace de celle-ci et aux jardins tout en étant assuré juridiquement.

D. P. : On a également mis en place un système de clefs : c'était une astuce pour rendre les gens responsables. Ces clés ont finalement eu un rôle très positif, je dirais même émancipateur. Ce n'était pas un espace où tu peux rentrer et partir sans que personne ne te demande rien, tu entrais et tu avais la responsabilité de l'espace tout le temps où tu étais à l'intérieur.

C. P. : Je ne dirais pas que c'était une astuce seulement pour rendre les gens responsables. Selon moi, c'était une astuce pour avoir aussi une plus grande liberté d'usage, sinon nous aurions dû être là tout le temps.

D. P. : Oui, c'est les deux, mais quand je parle de responsabilité, je parle de responsabilité par rapport à un espace qui est toujours ouvert. La règle tacite qu'on a fixée, c'était que pour développer un usage privé de l'espace, il fallait aussi accomplir une tâche collective, quelque chose pour l'association ou pour le projet. L'éventail des fonctions possibles de l'espace était large, on pouvait en faire un usage complètement privé, si on prenait les clefs et qu'il n'y avait personne, ou un usage collectif lorsqu'il y avait du monde, en invitant par exemple les gens à faire un pique-nique. Une des règles du jeu était d'ouvrir le lieu à tout le monde un ou deux après-midi par semaine au moins, souvent le samedi.

C. P. : C'était assez informel quand même, on n'a jamais installé de permanence, ou instauré une obligation de laisser ouvert le samedi. L'usage de l'espace dépendait de la personne qui l'occupait, de ses envies, des usages privés, publics, familiaux, collectifs. Cela donnait plus de porosité entre les types d'espaces, d'usages et d'utilisateurs.

Cela rejoint votre position par rapport à la loi. De même que vous acceptez de composer avec certains usages privés de l'espace, de même vous ne refusez pas absolument la légalité : vous vous glissez dans les espaces qu'elle laisse vacants, vous négociez le droit d'occuper le terrain.

D. P. : Saisir les interstices légaux, détourner les règles en notre faveur : c'est une attitude tactique, à travers laquelle on crée une sorte de jurisprudence, comme déposer un permis de construire en tant qu'association et non en tant qu'architectes, ou assurer les membres de l'association, ce



qui leur permet de couvrir leurs invités en cas d'accident. C'est une solution pour transformer un espace privé en lieu public, comme nous l'avons fait à la Halle Pajol. On crée un précédent qui donne à d'autres la possibilité de créer des lieux fondés sur le même principe d'ouverture.

N. M. : Négocier avec les normes juridiques a aussi permis, par exemple, d'installer des toilettes sèches à Saint Blaise¹. Elles ont donc été installées comme toilettes de chantier. On a construit une serre et un compost, en lien avec les toilettes. Ce qui fait que ce ne sont pas seulement des toilettes, mais tout un dispositif lié au recyclage. La dimension temporaire et expérimentale permet de faire passer des choses qui seraient refusées autrement.

C. P. : Parfois aussi on joue sur l'aspect artistique des projets, puisque la loi leur donne plus de liberté qu'aux projets strictement architecturaux. En d'autres occasions nous comparons les normes et réglementations spatiales entre différents pays pour comparer et comprendre leur degré d'arbitraire, leur marge de liberté. Comme le droit de faire un barbecue dans l'espace urbain, ou celui de faire de la nourriture collective – avec la question des règles d'hygiène, etc. Les rapports du droit à ce type d'usage de l'espace varient fortement d'un pays à l'autre : en France, les barbecues dans l'espace public sont interdits, mais en Suisse ils sont autorisés, il y a même des barbecues publics dans les squares, et chacun vient avec sa grille. Nous interrogeons la notion de liberté d'un point de vue juridique. On pense, généralement, que tout ce qui n'est pas permis est interdit, mais en réalité c'est l'inverse : c'est tout ce qui n'est pas interdit qui est permis. Mais beaucoup de gens s'autocensurent et réduisent d'eux-mêmes le champ des possibles.

D. P. : C'est peut-être une des qualités de ce projet : élargir l'imaginaire, donner des idées sur les façons dont on peut agir dans l'espace urbain, aider à inventer d'autres usages, qui n'existent pas encore mais pourraient exister.

Vous souhaitez que des expériences analogues se multiplient, que cela devienne un modèle ?

C. P. : Le terme de modèle, avec sa connotation normative, ne convient pas exactement à nos projets. Nous préférons l'idée de micro-dynamiques impulsées et réassumées par d'autres. C'est ce que nous appelons des agencements : des micro-dynamiques s'installent, se diffusent, se



développent, se multiplient par un transfert de savoir-faire, de savoir gérer un projet et le porter. C'est une hypothèse que nous posons, et dont on constate la fécondité. Par exemple, le projet Ecobox, nous l'avons initié et géré au départ, on l'a co-géré avec les personnes qui venaient, et on s'en est progressivement retiré. À présent, il fonctionne en autogestion. C'est une dynamique qui s'est installée par elle-même. Et d'autres gens du groupe peuvent aussi le faire ailleurs, et cela peut se multiplier, c'est ce qu'on appelle un agencement rhizomatique en référence à Guattari.

D. P. : Le livre que vous avez lu² a été conçu et pensé dans un même esprit, pour donner des informations, pour expliquer comment des pratiques alternatives fonctionnent et quelles sont leurs ressources, etc. Beaucoup de personnes de France, d'Europe et d'ailleurs sollicitent ce livre.

C. P. : Souvent les gens communiquent sur les projets finalisés, mais très peu sur la manière de les réaliser : on a tendance à croire que si le projet a été élaboré par des architectes, c'est strictement un projet d'architecture, et que s'il a été monté par des artistes, c'est une commande. Mais il existe d'autres manières de faire. C'est important pour nous de mettre en lumière, non seulement le projet, mais aussi la manière de le constituer, car cela peut permettre à d'autres projets de voir le jour.

Est-ce que vous avez l'impression que vos projets, notamment Ecobox, ont eu un impact sur la manière dont les gens pratiquent l'espace urbain ?

D. P. : Oui, je crois. Au départ, les gens qui venaient au jardin nous demandaient si nous étions architectes, si nous avions aussi une agence, et on répondait que notre agence, notre pratique d'architecte, c'était ce qu'ils avaient sous les yeux. Petit à petit ils l'ont compris, et après un an ils venaient nous prévenir : « il y a une entreprise qui a racheté un immeuble pour faire des appartements de luxe. Peut-on faire quelque chose ? La mairie peut-elle intervenir ? » C'est le genre de prise de conscience qu'on a vu se développer...

N. M. : Des prises de conscience importantes sur certaines situations urbaines, qui ont nécessairement une portée politique.



Le projet «Un jardin de projets partagés» à Saint-Blaise (Paris XX^{ème})

C. P. : Ces changements commencent à petite échelle : recycler des objets, préférer des activités collectives au fait de rester devant la télévision, initier des activités culturelles, des débats...

N. M. : Déjà le fait qu'Ecobox ou Saint Blaise soient devenus des espaces de rencontres, c'est quelque chose qui crée du politique.

Vous vous revendiquez d'une pratique qui, sans modèle *a priori*, trouve son impulsion initiale dans les usages possibles qu'ont les individus des espaces urbains, en partant du constat qu'il y a une fracture entre les architectes, les urbanistes, qui regardent la ville d'en haut, et les pratiques individuelles concrètes. Dans l'entretien que vous avez fait avec Toni Negri³, on a l'impression de retrouver une prise de distance analogue avec les militants et les activistes à plein temps : quand Negri développe une logique de la lutte, vous insistez pour votre part sur l'idée d'un activisme d'intensité quotidienne, de politique douce ou faible.

C. P. : C'est vrai qu'il y a une dimension politique forte dans notre démarche. Mais pas seulement : il y a aussi une dimension sociale, et même éthique et écologique. Et c'est peut-être ce qui fait la différence. On se sent peut-être plus proche de ce que Guattari appelle la révolution moléculaire, qui se forge à une petite échelle individuelle, subjective, qui vient vraiment d'en bas, et non d'impulsions d'idéologiques ou de leaders, et qui peut produire après de la subjectivité collective à plus grande échelle. On n'est pas des professionnels de la politique, mais on expérimente un territoire qu'on pourrait qualifier de pré-politique.

D. P. : Notre perspective n'est pas opposée à celle de Negri ; on est assez proche en fait, et c'est pour cela qu'on discute d'ailleurs. Il y a une dialectique dans la lutte, et ces moments micropolitiques où les idées et les attitudes se bâtissent au quotidien nous semblent essentiels. Ce qui est essentiel, c'est de considérer cette échelle comme politique, une échelle où il y a aussi des luttes qui sont menées.

C. P. : Il y a la question de l'échelle, mais aussi celle de l'usage, de la pratique du quotidien, qui n'est pas la même politique que celle des grands débats sur la globalisation, sur l'écologie planétaire, où les possibilités d'action sont en fait très limitées. On essaye quant à nous d'explorer avec nos petits moyens des attitudes que tout le monde ou presque peut acquérir. Et repolitiser relève de la pratique quotidienne. Tout le monde se plaint qu'on « ne peut rien faire ». Nous on essaye de faire...

Vous constatez aussi que les gens font d'abord du jardinage, puis des débats culturels et politiques, tandis que ceux qui font des débats culturels et politiques ne se mettent jamais au jardinage. Cette forme d'élitisme politique que vous critiquez, est-ce aussi celle des architectes qui ont parfois tendance à regarder l'espace de haut, qui peuvent aussi avoir un rapport très généreux à l'espace, et au final font des cubes dans lesquels les gens ne peuvent pas habiter ?

C. P. : Ce que l'on remarque, c'est une rupture entre la culture élitiste, la culture de haut niveau, et la culture populaire, le monde quotidien. On essaye pour notre part de retisser des liens, et cela

ne peut pas se faire par le haut, par la distanciation. Il faut « traduire », transmettre, jeter des ponts entre les langages, entre les mondes symboliques, les repères culturels.

D. P. : Et surtout il faut être là. Parfois on arrive à la limite du temps qu'on peut y mettre. Pour construire une confiance il faut passer du temps. Pour arriver à parler des choses importantes, il faut parler de n'importe quoi pendant pas mal de temps. Il faut du temps, il faut s'investir, et parfois c'est très difficile d'avoir ce temps. Et donc souvent, les gens qui font ces projets, ce sont des gens qui ont du temps, des chômeurs, des retraités, des enfants, des étudiants, des femmes qui travaillent à la maison, etc.

C. P. : Et c'est en s'engageant, avec ce temps, qu'on arrive à des résultats qu'on ne peut obtenir autrement. La culture populaire a disparu du monde occidental, il y a des publics spécifiques qui consomment différents types de cultures produites par des professionnels, et cela rend les choses hermétiques.

D. P. : Peut-être que s'il y a une crise dans cette société, c'est une crise du temps. Le problème, ce n'est pas qu'on n'a pas le temps, c'est qu'on ne l'utilise pas : on préfère consacrer du temps au loisir, et non l'utiliser pour réfléchir ensemble, partager, discuter... La dimension économique est très importante, parce que ces types de projet ont des économies très différentes des projets architecturaux habituels : c'est une économie qui repose beaucoup sur le volontariat et qui fonctionne sur un calcul visant à gagner suffisamment pour vivre décemment, mais sans recherche de profits. Le système de reconnaissance et de financement pour ce type de projet n'existe pas.

C. P. : Trouver un équilibre est une chose difficile, parce qu'on ne peut pas faire que du bénévolat, et à l'inverse, si tu es pleinement rémunéré, les habitants et les usagers de ce type de projets attendent des services, qui leur semblent dus... Le problème est que l'on ne reconnaît comme travail que ce qui est rémunéré.

Une question qui peut paraître idiote : que pensez- vous des jardins partagés de la mairie de Paris ?

N.M. : Dans les projets dont nous venons de parler, le jardinage, c'est une activité mais c'est aussi le premier pas vers autre chose. Il me semble que dans les jardins partagés ce n'est pas le cas.

D. P. : Au début on avait aussi le sentiment que les jardins partagés ne possédaient pas la même dimension politique qu'Écobox, mais il ne faut pas prendre les choses telles qu'elles se donnent au premier abord. Au contraire, il faut utiliser la Charte Main Verte et les avantages d'être reconnu, de faire partie de quelque chose qui engage la responsabilité de la mairie, pour aussi lui demander des comptes. Du coup, notre rôle est différent. Par exemple, pour Écobox, nous étions initiateurs, alors qu'à Saint Blaise, le projet avait le soutien de la mairie, et notre rôle était alors celui de catalyseurs. On s'est dit que pour l'avenir du projet, ce serait normal de continuer à solliciter la mairie pour certains apports précis, comme des panneaux solaires, un raccord d'eau potable, des choses difficiles et coûteuses.

N. M. : Ce qui importe aussi dans la démarche, c'est d'essayer de faire quelque chose d'alternatif ou de différent, mais sans être tout le temps dans l'opposition, de pouvoir rentrer d'une certaine façon dans le moule de ce qui est déjà institutionnalisé, comme la charte « main verte » et les « jardins partagés », qui fonctionnent en partie comme un nom qu'on colle sur un grand nombre de choses différentes. Cela permet de rentrer dans un système qui donne une ouverture, et d'apporter des idées nouvelles dans un système qui était peut-être un peu homogène. C'est un partenariat avec une institution, mais dans lequel on introduit des petites différences, des petites modifications.

D. P. : D'habitude les espaces sont monofonctionnels : dans un square tu peux te balader, t'asseoir sur un banc, lire... mais si tu commences à parler avec ton voisin sur le banc, il va s'en aller. Nos usages de l'espace public sont très stéréotypés, très passifs. Dans ce type d'espace au début c'est pareil, et puis petit à petit les personnes se rendent compte qu'elles peuvent se connaître et peuvent faire des choses ensemble, une action commune. Mais cela prend du temps, l'apparition d'autres types d'usages ne va pas de soi. Investir un espace public ou collectif n'a rien d'habituel, il y a certaines personnes qui savent le faire, par exemple les artistes, les architectes, les activistes ou d'autres, mais la plupart des gens non.

C. P. : Les « jardins partagés », c'est comme les cours d'immeubles : c'est bien que cela existe, mais tout dépend de l'usage que chacun en fait. C'est une question d'usage, comme pour regarder la télé, qui *a priori* n'est pas une activité négative. Ce sont des structures qui doivent évoluer, car si elles se figent, cela risque d'homogénéiser une diversité de pratiques possibles.

Lors d'une conférence que vous avez faite à la Sorbonne⁴, quelqu'un vous avait demandé si vous considériez que les projets que vous développez étaient de l'architecture. Vous aviez affirmé avec force que précisément, c'est de l'architecture. Pourriez-vous revenir sur les raisons d'une telle revendication ?

C.P. : Construire des appartements F2, F3, sur le modèle bourgeois du XIXe siècle, pour moi, ce n'est pas vraiment de l'architecture, car cela correspond peu à la structure familiale d'aujourd'hui, ni aux temporalités, aux usages locaux et globalisés contemporains.

D. P. : Et on passe très peu de temps à penser l'espace.

C. P. : On pense à la façade, à la couleur, à la taille de l'espace, à sa forme, on applique un programme qui est imposé ; on fait des formes, des coques, et on passe trop rapidement sur ce qu'il y a dedans. L'Arche de La Défense, c'est un bel objet, mais ce n'est pas un espace : tous ceux qui l'utilisent s'en plaignent. C'est une très belle sculpture vue de loin, mais ce n'est pas une architecture. Nous, on travaille avec de l'espace, à travers des usages qui permettent une re-subjectivation spatiale et rendent le milieu de vie moins abstrait. Cela génère une subjectivation collective, c'est-à-dire qu'on se donne des rôles les uns aux autres. L'architecture, c'est créer de l'espace social et accompagner les raisons valables de vivre ensemble.

D. P. : On considère que l'espace est social et culturel, tout autant qu'il est physique et matériel. Cette dimension sociale et politique ne se matérialise pas forcément dans des formes, mais elle existe bel et bien, sous une modalité immatérielle.

C. P. : L'espace se construit par les usages, et c'est peut-être cette dimension fondamentale qu'on a perdue.

Propos recueillis par Lambert Dousson et Sylvain Prudhomme

1 Le projet développé au 56 rue Saint-Blaise, «un jardin de projets partagés», consiste en la réalisation d'un lieu de rencontre et d'action civique qui implique les habitants du quartier Saint-Blaise (Paris 20^e) dans la construction et l'usage culturel et écologique d'un ancien passage fermé.

2 *Urban / ACT : a handbook for alternative practice*, éd. aaa-peprav, Paris, 2007. Version téléchargeable sur www.peprav.net

3 C. Petcou et D. Petrescu « Agir l'Espace » in *Une micro-politique de la ville*, Majeure dans *Multitudes* n°31 co-éditée par D. Petrescu, A. Querrien, C. Petcou, éd. Exils, Paris, 2007

4 Présentation de aaa dans le cycle de conférences publiques *Art [espace] public*, Master Projets Culturels dans l'Espace Public, en partenariat avec HorsLesMurs, Sorbonne, 8 février



